Jean Gustave Jugnat : Mémoires

Texte établi d'après les mémoires manuscrits de Jean Gustave Jugnat (1914–1919)

Boussac

1er août 1914. On apprend la nouvelle de la mobilisation générale par les affiches blanches et par le tocsin. Alors que presque toutes les familles se préparent dans la tristesse et dans la fièvre au départ des hommes, la mienne n'a pas de séparation à prévoir. Mon père a passé l'âge, et moi j'en suis encore loin. Car personne ne pense que la guerre sera longue et que mon tour viendra.

Ce jour-là, je me trouve à Boussac chez le coiffeur, le père de mon ami Pierre Danton. J'entends l'un des clients, M. Richard, secrétaire de la sous-préfecture, qui parle de sa mobilisation immédiate et ne sait pas par qui il pourra être remplacé. M. Danton me présente à lui, comme un remplaçant possible… "en attendant"… Après avoir consulté mes parents, qui paraissent très flattés de cette proposition, j'accepte, supposant qu'il s'agit seulement de faire des travaux d'écriture pendant quelques jours. Je suis bien loin de penser que cela va durer huit mois, et que je vais avoir, à dix-sept ans et demi, à diriger un bureau administratif !

À la sous-préfecture

Je m'installe donc dans le vieux château où siège la sous-préfecture. Mon bureau serait assez vaste s'il n'était pas encombré de tant de paperasses poussiéreuses. Il a l'agrément de donner, d'un côté, sur la cour ombragée, de l'autre sur un pittoresque paysage : la profonde vallée de la Petite Creuse avec le vieux pont qu'on passe pour grimper vers St Silvain.

J'ignore tout de l'administration, je n'ai évidemment aucune nomination officielle, et je suis seul. Quelles singulières conditions de travail ! Car il n'y a même pas de sous-préfet à ce moment. Le poste était vacant, et M. Angeli, qui y a été nommé, ne doit arriver que dans le courant du mois. J'ai bien, avec moi, un expéditionnaire, beaucoup plus âgé, mais il est tout au plus capable de faire des copies et de mettre des plis sous bandes, et il va d'ailleurs être lui-même mobilisé.

Au début, mon travail ne consiste guère qu'à recevoir le courrier, et surtout le télégramme officiel qui donne le communiqué de guerre. Ce télégramme arrive d'abord trois fois par jour, puis deux fois seulement. Dès qu'il me parvient, je fais à bicyclette prévenir une jeune femme, en vacances à Boussac, qui veut bien venir en faire plusieurs copies sur notre vieille machine à écrire, et je transmets aussitôt à la mairie pour affichage. Ce communiqué est lu par le public avec une curiosité intense, et une joie très vive quand il insiste sur nos succès au sud de l'Alsace. Mais il devient de moins en moins précis, jusqu'à ce qu'il reconnaisse, fin août, la triste nouvelle de l'invasion de la France, en parlant de "notre front, de la Somme aux Vosges".

Je vais ainsi matin et soir à Boussac, revenant déjeuner à St-Silvain. Mais, dès l'arrivée du nouveau sous-préfet, il me faut prendre d'autres dispositions. M. Angeli tient à ma présence à peu près permanente : il décide de me donner une chambre dans les appartements de la sous-préfecture et de m'offrir le petit déjeuner chaque matin. Je prends pension pour les repas de midi et du soir dans un petit restaurant assez proche où je paie deux francs cinquante par jour.

Dès mes premiers jours de secrétariat, j'ai compris assez vite que la sous-préfecture n'est guère qu'un intermédiaire entre la préfecture et les mairies. Aussi je me contente la plupart du temps de donner suite aux papiers qui m'arrivent, en faisant signer leur transmission par M. Angeli, qui l'accompagne d'un avis s'il le juge à propos.

Mais il me faut bientôt créer un service important dont la responsabilité nous incombe : celui des allocations aux familles des mobilisés. C'est un travail considérable qui consiste à organiser, et à faire fonctionner, les commissions cantonales et les commissions d'arrondissement chargées d'examiner les demandes, puis à établir

les listes des bénéficiaires et à les transmettre au service des finances pour les paiements. Deux ou trois personnes me sont continuellement nécessaires pour les travaux d'écriture : ce sont des auxiliaires qu'on arrive à recruter tant bien que mal. Mais je suis vraiment le seul à être au courant et à pouvoir prendre des décisions. Aussi je reçois à toute heure de la journée des visites de gens qui viennent réclamer et me font part de leur impatience et de leur mécontentement. Je me sens tout à fait qualifié pour les renseigner, et, s'il y a lieu, pour activer la solution de leurs problèmes.

Je m'adapte d'ailleurs assez bien à l'état d'esprit du fonctionnaire qui sent en lui une petite part de la puissance de l'État, et qui éprouve du plaisir à en user ; je remarque la déférence que me témoignent mes visiteurs, et aussi celle des autres fonctionnaires de Boussac avec qui je suis en relations, à la recette des finances, au bureau de poste, à la gendarmerie.

Un jour, en août sans doute, une personne que je connais me dit qu'elle serait heureuse d'échanger quelques billets de banque contre des louis d'or ; j'accepte d'aller à la recette des finances ; je suis accueilli par le receveur qui m'invite à entrer dans son propre bureau et me fait remettre aussitôt tous les louis demandés. Je sais bientôt que la gendarmerie est à la disposition du sous-préfet, et je n'hésite pas à envoyer les gendarmes en mission quand une communication me paraît urgente : rien ne m'est plus facile puisque la gendarmerie est notre voisine dans l'autre aile du château.

M. Angeli, trente et un ans, célibataire, grand, très brun, très soigné, débutant dans ses fonctions, ne s'intéresse guère à la bureaucratie. Il vit avec sa mère et une vieille domestique. Il se fait rapidement des relations avec toutes les personnalités locales et il les reçoit volontiers. Son attitude à mon égard est d'une parfaite amabilité, et il me fait entièrement confiance. Il m'a même donné le code — une petite brochure rouge — à l'aide duquel on déchiffre les télégrammes secrets, et il m'arrive quelquefois, même pendant la nuit, de recevoir des messages où figurent seulement des suites de chiffres que j'ai à traduire en clair. C'est pour ordonner la saisie d'un journal, ou pour annoncer l'arrivée d'un convoi de réfugiés. Pour faire saisir le journal, je transmets à la gendarmerie chargée de l'exécution. Les réfugiés, il faut les répartir dans diverses communes de l'arrondissement, et ce n'est pas toujours aisé, car les maires, assez bien disposés au début pour recevoir un petit nombre de personnes, font de plus en plus de difficultés pour accueillir de nouveaux arrivants.

À la rentrée scolaire d'octobre, je devrais retourner à l'école normale pour faire ma troisième année, ou plutôt, je devrais occuper un poste d'instituteur, car les élèves-maîtres pourvus du brevet supérieur sont tous employés pour remplacer les instituteurs mobilisés. Mais M. Angeli estime que je lui suis indispensable : il obtient facilement, par une intervention du préfet, que je sois maintenu à ses bureaux, et que mon traitement soit payé par le département, au taux de cent francs par mois à partir du début d'août, un taux qui sera porté à cent vingt francs à partir d'octobre.

En dépit de la guerre, le temps s'écoule assez agréablement pour moi. Je suis bien installé au château, dans une chambre qui me paraît très luxueuse, avec des fauteuils et des tapis, un confort que je n'ai jamais connu. Je prends chaque matin le petit déjeuner, servi par la cuisinière du sous-préfet, et la mère de M. Angeli vient souvent me voir pour me dire quelques mots aimables. Au restaurant, les repas sont excellents et ils se font dans un cercle de familiarité amicale très attachant. Je suis tout près de mes parents et de ma sœur qui viennent me voir presque tous les jeudis, et je monte à St Silvain presque tous les dimanches.

J'ai beaucoup de travail, mais je m'y intéresse, car j'ai assez de liberté et d'initiative. Je n'hésite pas à prendre des décisions, parfois assez importantes. Et mon amour-propre se flatte, avec peut-être quelque complaisance, à constater que tant de gens, y compris les notabilités, ont grande considération pour ma jeune personnalité.

Je suis aussi très heureux d'aller de temps en temps à Guéret où j'entre en relations avec les services de la Préfecture pour régler diverses questions compliquées ou délicates.

Ce qui ajoute à ma joie, c'est que je fais ce voyage en automobile, une De Dion-Bouton avec des sièges haut perchés et de gros phares en cuivre. Il n'y a à cette époque que deux autos dans la ville de Boussac, l'une à un minotier, l'autre à un pharmacien, et la sous-préfecture peut parfois les utiliser.

Au mois de février, M. Angeli[1] est lui-même mobilisé. Il me quitte avec toutes sortes d'aimables attentions, m'assurant de son fidèle souvenir. Ce n'était pas une simple politesse, car il m'a écrit ensuite d'assez longues lettres pendant plusieurs années.

En attendant l'arrivée du successeur, me voici seul, et cela pendant près de deux mois, pour diriger la sous-préfecture. Le Préfet a délégué le conseiller d'arrondissement de Boussac pour signer les documents officiels, mais ce brave chapelier, homme toujours aimable et souriant, n'a aucune envie de me mettre en tutelle, d'autant plus qu'il n'a que des vues très superficielles sur les questions administratives. Comme j'ai pris de l'assurance, je fais allègrement tout le travail. Non seulement j'envoie de nombreuses lettres au Préfet et aux maires, mais aussi des télégrammes si besoin est, et je vais souvent dans le cabinet du sous-préfet pour téléphoner au moyen de l'appareil à pied qu'on utilisait alors. Si un maire proteste qu'il ne pourra pas recevoir les réfugiés que je lui envoie, je lui télégraphie qu'il doit s'exécuter, et j'ajoute : "Sinon, me verrai contraint de prendre mesures de rigueur". C'est une formule que M. Angeli avait employée deux ou trois fois, en me disant d'ailleurs avec un sourire ironique qu'il s'agissait d'une menace parfaitement gratuite, mais souvent efficace.

L'appel et le départ (1915)

Bien que l'appel sous les drapeaux de ma classe, la classe 1916, soit avancé pour avril 1915, je pourrais sans doute demeurer un certain temps dans cette situation. En mars, M. Rischmann, préfet, me téléphone lui-même pour me dire qu'il va demander aux autorités militaires de différer mon départ. Mais, sans aucune hésitation, je le prie de n'en rien faire, et je lui déclare que je tiens à partir avec ma classe.

Suis-je marqué profondément par les leçons de civisme et de patriotisme que j'ai reçues, surtout à l'école primaire ? Suis-je sensible à la campagne menée par toute la presse pour le devoir national qui s'impose face à l'invasion allemande ? Est-ce surtout parce qu'au moment où tous les hommes valides s'en vont, j'aurais honte de rester ? Il me semble, avec une conviction peut-être naïve, mais tout à fait sincère, que mon devoir est d'aller combattre à mon tour.

Après le conseil de révision que je fais en même temps que mes camarades de St Silvain, et avec la même insouciance joyeuse qu'eux, j'attends mon ordre d'appel. Dans les tout derniers jours, j'ai à peine le temps de faire connaissance avec le successeur de M. Angeli, M. Guéron, qui vient d'arriver. C'est un chef de bureau de préfecture, âgé d'une cinquantaine d'années, qui a obtenu sa nomination comme sous-préfet intérimaire. Il est prétentieux, autoritaire, tatillon, et je me dis que j'aurais eu du mal à m'entendre avec lui.

Mes parents et ma sœur sont très attristés par la perspective de mon départ. C'est la vie d'un fils, ou d'un frère, qui va être en danger. Ils pensent à tous les jeunes hommes de St Silvain et des environs dont on a déjà annoncé la mort dans cette guerre. Ma juvénile insouciance s'efforce de calmer leur angoisse. Je suis peiné en voyant que je n'y réussis guère. Le jour de la séparation venu, nous avons tous au cœur un lourd chagrin.

Instruction et formation (Montauban — Joinville)

Le 5 avril 1915, je rejoins le dépôt du 11e régiment d'infanterie à Montauban, après une longue nuit en chemin de fer. Nous sommes un petit groupe d'instituteurs et d'étudiants parmi lesquels un Creusois qui vient d'être admis à l'École Polytechnique, et un Corrézien qui a à peine commencé sa première année de médecine. Nous ne devons rester que quelques jours dans le Midi, le temps d'être habillés et équipés, pour être dirigés sur un Centre de formation d'officiers de réserve à Joinville-le-Pont.

Nous faisons connaissance avec la caserne Niel, vaste et sale, et avec la ville de Montauban, qui nous paraît agréable et très animée. Mes camarades et moi, encore mal adaptés à notre uniforme de soldats, nous nous y

[1] Ce qu'est devenu M. Angeli : Il s'est marié et a eu deux filles. Après 1918 : chef-adjoint de cabinet au ministère de l'Intérieur, sous-préfet de Châteaulin, puis d'Aix, préfet de l'Yonne, puis du Rhône. Pendant l'occupation, préfet régional à Lyon. Révoqué à la Libération. Condamné en Cour de justice.

promenons avec plaisir, de la jolie place à arcades aux ponts en briques sur le Tarn, et nous y buvons du vin à vingt-cinq centimes le litre.

Que le voyage en chemin de fer, de Montauban à Paris, me paraît long et pénible ! Notre train roule avec lenteur, et s'arrête souvent, on ne sait pourquoi. Deux jours et deux nuits dans un compartiment où nous sommes très serrés et où nous avons la plus grande peine à installer nos lourds équipements et nos sacs volumineux, deux jours à se nourrir de conserves, deux nuits sans pouvoir se déshabiller ! Cela me paraît très dur… et pourtant, je devrai en voir bien d'autres, et de bien pires, plus tard !

Enfin nous arrivons, au petit jour, fourbus et sales, à la gare de Paris-Austerlitz et nous faisons à pied le trajet jusqu'à la place de la Bastille. C'est la première fois que je vois Paris. La grande ville, dont j'ai tant entendu dire qu'elle est magnifique, ne se présente à mes yeux qu'avec des rues tristes bordées de grandes maisons noircies.

Il ne faut ensuite que peu de temps, par le petit chemin de fer de la Bastille, pour gagner le camp militaire de St Maur, près de Joinville, où on nous installe dans des baraques délabrées, et où commence, en toute hâte, l'entraînement qui doit faire de nous des chefs de section d'infanterie.

Ces trois mois, d'avril à juillet 1915, comptent parmi les plus pénibles de ma vie. Nous sommes des centaines de jeunes hommes, arrachés à leurs études, et on nous livre à des sous-officiers autoritaires, dont la bêtise et la méchanceté se plaisent à nous faire souffrir. Dans ma section, deux sergents sont nos maîtres, et eux seuls : l'un, d'une épaisse brutalité, ne nous parle que pour nous insulter grossièrement ; l'autre est d'allure un peu moins vulgaire, mais ses observations acerbes, accompagnées d'un sourire caustique, nous blessent cruellement.

Il nous faut apprendre mécaniquement tous les mouvements de l'école du soldat et de l'école de section, les recommencer continuellement, et sous le regard insolent et la menace gouailleuse de nos tyrans galonnés, il nous faut subir en silence les brimades et les insultes les plus écœurantes. Obéir dix fois, et plus, au commandement de "Couchez-vous" dans le sable ou dans la boue du terrain de manœuvres de Vincennes, refaire vainement, une fois de plus, le paquetage de ses effets parce que le sergent, ne le trouvant pas assez carré, vient de le jeter à terre, se remettre à plusieurs reprises à l'astiquage de son fusil où il y a peut-être encore un petit point qui ne brille pas… tout cela constitue une servitude harassante, humiliante, qui me paraît atroce. J'ai le sentiment d'être devenu un esclave, à la merci de maîtres sans intelligence et sans cœur.

Certes il y a de quoi éprouver le plus profond dégoût pour la vie militaire, au moins sous cet aspect, et c'est bien ce qui m'arrive. Je ne prends aucun intérêt à cette activité abrutissante, j'y réussis fort mal, et mon sergent ne cache pas le mépris que je lui inspire.

Je profite assez volontiers des seules sorties qu'on nous accorde, celles du dimanche, pour visiter Paris par le métro et surtout à pied. Paris n'est guère agréable à cette époque, surtout pour ceux qui, comme moi, n'ont que de faibles ressources. Je fais connaissance avec les principaux monuments, mais comme je n'ai personne pour m'en expliquer le sens, et même pas le moindre livre qui pût me renseigner, et peut-être aussi parce que la fatigue physique et morale de la semaine ne m'incite pas à l'effort dominical, je n'en ai qu'une vue superficielle, sans admiration et sans joie. Le repas de midi, pris dans de petits restaurants « vins et charbons » ou « au rendez-vous des chauffeurs », absorbe la plus grande part de ma bourse. Un soir, je me trouve place Clichy et je constate qu'il ne me reste que trois sous en poche, tout juste de quoi payer le tramway du cours de Vincennes au camp de St-Maur. Il ne m'est donc pas possible de prendre le métro, et tout au long des boulevards et des rues noires, je fais à pied les six ou sept kilomètres qui me séparent de la place Clichy au cours de Vincennes.

Une maladie soudaine fait subir à mon entraînement une longue interruption. Atteint, sans doute par contagion, d'un érysipèle de la face, je suis expédié à Vincennes, à l'hôpital militaire Bégin, au pavillon des contagieux, avec beaucoup d'autres souffrant de la même affection. J'ai une énorme enflure au visage, et un état fébrile si élevé que je demeure à peu près inconscient pendant deux jours. L'hôpital est assez bien installé et les soins me semblent très convenables. En moins d'une semaine, je suis capable de quitter mon lit pendant une partie de la journée, tout en continuant à recevoir, en même temps que les autres hospitalisés, des pulvérisations régulières sur le visage. Et après guérison complète, on nous offre une dizaine de jours de repos dans un centre de convalescence, installé dans une assez jolie maison bourgeoise, à Champigny, au bord de la Marne.

Mon absence dure presque un mois, et quand je reviens au camp de St Maur, j'ai pris un énorme retard pour ma formation militaire. Bien entendu, mon sous-officier instructeur n'en tient aucun compte, et il me fait souffrir encore davantage en insistant sur tout ce que j'ignore.

Dans les derniers jours de stage, en juillet, sans doute pour couronner cette formation accélérée, on nous impose une marche forcée, sous un soleil torride, avec la lourde charge du sac, du fusil et de tout l'équipement, jusqu'à Brie-Comte-Robert. Nous y passons la nuit sur la paille d'une grange, et nous revenons le lendemain, toujours à pied et avec la même charge, sous le même soleil. Beaucoup d'entre nous ne peuvent y résister et on les voit s'abattre dans les fossés. Ceux qui, comme moi, tiennent jusqu'au bout, arrivent dans un état d'extrême fatigue, à la limite de leurs forces. En ces deux jours, nous avons fait plus de quarante kilomètres.

En fin de stage, on nous donne les résultats, qui nous classent en trois groupes : les meilleurs sont nommés aspirants, les moyens sont nommés sergents, les autres restent simples soldats et sont envoyés à leur corps de troupe. Comme j'ai, évidemment, des notes infamantes de mes sous-officiers instructeurs, je suis classé dans ce dernier groupe et je retourne à Montauban, au dépôt du 11e R.I.

Je m'attends à être expédié aussitôt au front dans une unité combattante. Il n'en est rien. Le colonel décide de me nommer caporal et de m'envoyer au nord-est de Montauban, au camp de Caylus, où des troupes se succèdent pour des stages d'instruction. J'ai ainsi plusieurs mois d'existence facile, et même presque confortable, en contraste complet avec celle que je viens de mener à Joinville. Un brave lieutenant de réserve, qui commande la compagnie, me charge en effet d'un petit travail de secrétariat, et je suis dispensé de tout exercice militaire. Caylus est une petite bourgade très curieuse, avec de belles maisons anciennes d'un aspect nettement méridional. Je fais d'agréables promenades dans ses vieilles rues, ou aux environs, ou même dans d'autres localités peu éloignées : Saint-Antonin, Septfonds, Caussade.

Je suis ensuite désigné pour un stage de quelques semaines à Toulouse. C'est un stage où on nous enseigne le maniement des mitrailleuses, dont l'armée française utilise deux types : la Saint-Étienne, au tir précis, mais de structure complexe et délicate, et la Hotchkiss, beaucoup moins précise, mais d'une robustesse à toute épreuve. Un stage agréable, intéressant au point de vue technique, et qui m'a permis en même temps d'avoir une connaissance assez solide de la belle et vivante ville de Toulouse, grâce à mes promenades du soir, surtout rue d'Alsace et place du Capitole.

Après mon retour à Caylus, plusieurs mois s'écoulent encore dans le calme. Mes camarades et moi, nous ne nous posons pas de problèmes, nous attendons dans une sorte d'indifférence ce qui sera notre destin. La vie militaire consiste à exister sans faire de projets et sans éprouver de soucis. On vit au jour le jour, sachant que les repas et le gîte sont assurés, plus ou moins bien sans doute, et qu'au reste on n'y peut rien.

Au début du printemps de 1916, c'est notre départ pour la zone des armées. Aux armées, pas encore au combat. Nous formons, à une vingtaine de kilomètres au nord de Bar-le-Duc, à Savonnières en Perthois, puis tout près, à Cousances aux Forges, un bataillon, dit 9e bataillon, destiné à alimenter en renfort les unités combattantes. Nous faisons l'exercice matin et soir, et les distractions sont nulles dans ces petits villages meusiens ; je suis toujours caporal, et je couche avec mes hommes sur de grossières paillasses installées dans une vaste grange dont les courants d'air n'aggravent pas trop la grosse fièvre que nous avons à subir pendant plusieurs jours après les piqûres réglementaires contre la typhoïde. Cette vaccination nouvelle n'en est encore qu'à ses débuts, et on la pratique à doses massives !

Ainsi passent des semaines monotones et même tristes. Le seul intermède agréable pour moi est une période d'une dizaine de jours pendant laquelle je remplace le vaguemestre de la compagnie. Ce travail d'employé des postes me permet de rester tranquillement dans une pièce aménagée en bureau, au lieu d'aller courir dans la campagne avec un sac et un fusil.

C'est l'époque de la bataille de Verdun et nous sommes dans la Meuse. Pourtant, nous n'avons guère de nouvelles des combats durs et sanglants qui s'y livrent, et nous en parlons fort peu. Mais un jour de juillet, nous sentons que quelque chose de nouveau se prépare pour nous. On nous rassemble dans un centre plus important,

à Stainville, puis on nous embarque en camions qui se dirigent vers le nord. Débarqués à Boncourt, près de Commercy, nous prenons à la tombée de la nuit le chemin de la ligne de feu.

Il est le 24 juillet 1916. La belle nuit d'été nous paraît d'autant plus chaude que nous sommes vêtus de nos épaisses capotes de drap, coiffés de nos casques lourds et rigides, que nous marchons pesamment chargés de nos fusils, de nos cartouchières pleines, et surtout de nos sacs. Après quatre kilomètres, nous arrivons au village de Mécrin, abandonné par tous ses habitants et qui a un aspect sinistre dans la demi-obscurité.

Premières lignes

Encore trois kilomètres vers les premières lignes et nous traversons, sous les rayons de la lune, le village de Harbonnières qui a été terriblement bombardé, car il n'en reste que des pans de murs noircis. Tout près de notre chemin, un cimetière militaire, avec quelques fosses, fraîchement creusées, et qui sont béantes : pour les prochains tués, pour nous peut-être. Nous entendons de plus en plus le canon, et nous voyons les éclairs de départ des obus. Il nous faut bientôt quitter la piste de marche, et nous enfoncer, en file indienne, dans les boyaux qui conduisent aux tranchées. Cela se fait péniblement, avec des à-coups qui entraînent des arrêts parfois très courts, parfois interminables. À voix basse, de l'avant vers l'arrière, on fait passer des ordres. Nous continuons, entre des parois de terre, que nous heurtons souvent. Le ciel est, par instants, illuminé de fusées éclairantes, et quelques arbres proches montrent leurs branches déchiquetées. Trajet de plus en plus douloureux : nos épaules sont meurtries par les courroies du sac, tout notre corps est liquide de transpiration. Des bruits de fusillade intermittente, des explosions sourdes : les tranchées de première ligne sont proches. On fait passer de garder le silence parce que nous sommes tout près des "boches". Le chef de section m'arrête et me dit que nous sommes arrivés. Ceux que nous remplaçons, et dont nous voyons à peine le visage dans la nuit, sont prêts à partir. Nous échangeons quelques mots, on me montre l'emplacement où je fais mettre deux guetteurs.

Accompagné de mes hommes qui ne sont pas de garde, je descends dans une sorte de tanière à un ou deux mètres sous terre. C'est notre abri. Nous y avons un peu de lumière, grâce à la flamme d'une bougie. Nous déposons nos sacs sur des débris de paille moisie. L'air est confiné et malodorant, très frais et même glacé pour des gens en nage. Qu'importe ! notre fatigue est telle que nous ne pensons pas à autre chose qu'à nous allonger pour essayer de dormir. Des explosions sourdes, parfois très violentes, éteignent notre bougie et secouent rudement les parois de terre qui semblent prêtes à s'écrouler sur nous. Mais notre frayeur, d'abord très vive, s'atténue peu à peu par l'habitude.

Pendant la nuit, je dois faire des rondes pour contrôler l'attention de mes guetteurs et veiller à leur relève régulière.

C'est dans cette obscurité qu'on ressent un malaise vague, presque continu, sans doute la conscience d'un danger permanent. Ce malaise devient une sorte d'angoisse qui coupe le souffle et arrête le cœur quand on entend, tout près de soi, le cliquetement des rafales de mitrailleuses, et surtout les explosions assourdissantes des obus et des mines.

Pendant le jour, on s'efforce de sortir le plus possible de l'abri et de faire quelques pas dans la tranchée, mais sans jamais lever la tête, et en évitant tout bruit.

La vie au front

Notre secteur, dont j'apprends qu'il s'appelle "le Bois brûlé", est en effet l'un de ceux où la ligne ennemie se trouve toute proche de la nôtre. Dans la tranchée d'en face, les "Boches" sont à quelques mètres seulement. On ne les voit jamais, mais on les entend quand ils bougent sans précaution, ou quand ils toussent un peu fort.

Il faut bien se résigner à cette vie dure, sale et dangereuse. Il faut vivre sans jamais quitter ses vêtements, ses chaussures, ses armes, sans jamais se laver et se raser. Il faut manger la soupe et les aliments qui nous arrivent de l'arrière, toujours froids et souvent souillés. Il faut souffrir, et c'est peut-être au début le plus douloureux, une

effroyable vermine, car des légions de poux s'installent sur tout le corps, causant des démangeaisons violentes et continuelles, et c'est vainement qu'on s'emploie à les chasser.

Au bout de deux longues semaines, nous sommes remplacés par d'autres, et ramenés en arrière, à trois ou quatre kilomètres, ce qu'on appelle "être au repos". C'est encore une zone ravagée par les bombardements, mais nous pouvons marcher à l'air libre, en nous dissimulant seulement quand des avions nous survolent, nous pouvons nous laver, nous brosser, recoudre nos boutons, et nous détendre un peu… en attendant que revienne notre tour de monter en première ligne.

Dans cette vie misérable, il y a aussi quelques assez bons moments, ceux qui résultent d'une sincère et agréable camaraderie. On tient des conversations très animées, on plaisante, on raconte des histoires drôles, on chante des chansons grivoises ou sentimentales. On vide souvent les quarts en fer blanc remplis de gros vin rouge, on fume, on joue aux cartes.

Les soldats de mon régiment sont surtout des gens du Centre ou du sud-ouest, mais quelques-uns, originaires du nord, en ont bien l'accent, et nous les appelons les « ch'ti mi ». Il y a des conditions les plus diverses et les tempéraments les plus opposés : des paysans, des artisans, des employés de commerce, des chauffeurs de taxi, des clercs de notaire… comme aussi des réservés et des exubérants, des maladroits et des astucieux, des conciliants et des passionnés… Je m'intéresse à plusieurs d'entre eux, et nous échangeons quelques services et quelques confidences. Mais cette camaraderie confiante, qui pourrait devenir solide et précieuse, est rarement de longue durée : un changement de situation militaire nous sépare, et c'est rapidement l'oubli.

En septembre, je suis convoqué au bureau du colonel et j'apprends, avec beaucoup d'étonnement, ma désignation pour un stage de cinq mois au centre d'élèves-aspirants de St-Cyr. C'est un centre comme celui de Joinville dont je garde un si mauvais souvenir. Toutefois, il se recrute, non parmi les conscrits, mais parmi les soldats qui sont déjà allés au feu.

Saint-Cyr

On me fait partir immédiatement, avec arrêt à Commercy où on me fait prendre une douche et où on passe mes vêtements à l'étuve. Je me souviendrai toute ma vie de cet immense bien-être : je reviens propre, et débarrassé des poux !

À St Cyr, tout, dans notre installation et dans nos conditions de travail, dans le cadre matériel comme dans l'esprit intellectuel et moral, fait un heureux contraste avec Joinville. Nous sommes plusieurs centaines d'élèves, dont certains, véritables saints-cyriens, se destinent à la carrière d'officier d'active et forment deux compagnies différentes des nôtres. Mais nous avons tous le même régime et les mêmes exercices. Nos chambres, très austères, mais très propres, sont les mêmes. Nous prenons nos repas ensemble, dans un immense réfectoire, servis par des garçons en veste blanche. Nous avons les mêmes belles salles de réunions et de jeux. Et c'est le même train spécial qui, tous les dimanches matin, nous emmène à la gare Montparnasse pour nous permettre de passer la journée à Paris, et qui nous ramène à St Cyr vers dix heures du soir.

Dans ma compagnie, nos seuls instructeurs sont deux officiers, revenus du front après blessure : le capitaine de chasseurs Carpentier, et un lieutenant d'infanterie qui porte le bras gauche en écharpe. Tous deux sont très militaires, mais leur autorité, assurément rigoureuse, demeure toujours d'une parfaite courtoisie, et elle s'accompagne même souvent d'un bienveillant sourire. On ne nous impose presque jamais le dressage mécanique du « demi-tour à droite » et du « couchez-vous », mais on nous donne à tour de rôle le commandement de la section en nous plaçant dans un cas concret précis, comme au combat. On corrige nos maladresses ou nos erreurs sans nous accabler, on nous encourage surtout.

Chaque matin, nous évoluons dans la vallée du ru de Gally et aux abords de villages qui nous deviennent familiers : Fontenay-le-Fleury, Bois-d'Arcy, Guyancourt, La Minière… À l'aller et au retour, nous chantons de bon cœur des chansons de marche, surtout, comme les vrais saint-cyriens, « La Galette » et « Le Pékin ». Les exercices restent toujours modérés, avec une assez longue pause qui nous permet d'acheter des gâteaux, des

fruits et des rafraîchissements à la « Malvina », la vieille dame qui a suivi sur le terrain bien des promotions de « cyrards ».

L'après-midi, nous avons, avec quelques cours théoriques qui ne manquent pas d'intérêt, des séances d'éducation physique ou d'entraînement dans la vaste cour de l'école, autour de la statue de Kléber ou du « Petit Bois ».

Le dimanche, je vais, très rarement, à Versailles où je visite le château, le parc, et où j'arpente les grandes avenues royales : tout me paraît admirable, mais immense et froid. Le plus souvent, je passe la journée à Paris. Comme il faut y aller en tenue réglementaire avec ceinturon et baïonnette. Je me débarrasse de ces accessoires encombrants en les déposant dans un petit café proche de la gare Montparnasse, rue Campagne Première, où je les reprends le soir avant de remonter dans le train. À Paris, je visite la ville avec un ou deux camarades, ou, si j'ai de quoi payer, je vais au théâtre ou au music-hall. Je sors quelquefois avec deux jeunes filles de Boussac employées, l'une dans une maison bourgeoise, l'autre dans un grand magasin. Je vais déjeuner une ou deux fois chez un cousin éloigné qui est brigadier de police et habite rue du Cherche-Midi.

Ainsi, en pleine guerre, alors que tant de jeunes hommes souffrent et meurent dans la terre, entre la mer du Nord et les Vosges, le rude hiver de 1916–1917 est pour moi, jusqu'en janvier, une période privilégiée. Au niveau de St Cyr, l'activité militaire elle-même m'intéresse, et je termine le stage dans de bonnes conditions, avec le grade d'aspirant. J'ai eu plus tard l'occasion de prendre connaissance des notes inscrites à mon dossier : elles sont très honorables, avec la réserve suivante : "caractère un peu indolent, a besoin d'être stimulé…"

Comme aspirant, j'ai désormais des lisérés d'or autour de mon képi, et les mêmes en forme de V sur mes manches. Avec la prime d'équipement qui nous est allouée, je m'empresse de me faire confectionner un costume bleu horizon qui m'apporte une vive satisfaction de vanité.

Avant de rejoindre le front, nous avons droit à quelques jours de permission. Je vais revoir ma famille à St Silvain et bien sûr, je montre mon uniforme et mes galons. Sans doute mes parents et ma sœur n'y sont-ils pas insensibles, mais ils demeurent surtout inquiets et tristes sur mon sort. Ils me disent les noms de tous ceux du pays qui ont été tués et que j'ai bien connus. Ils me recommandent avec une voix de tremblante tendresse : "Surtout fais bien attention à toi…".

Ainsi la joie de se retrouver ensemble est-elle vite assombrie par la perspective de mon départ, et la pensée qu'ensuite nous ne nous reverrons peut-être plus jamais.

Retour au front (1917)
En février 1917, je rejoins mon nouveau corps, le 100e régiment d'infanterie, dans le secteur des Éparges, au sud-est de Verdun. Il fait terriblement froid. J'ai à peine le temps de prendre le commandement de ma section, car la relève vient peu après, et nous sommes embarqués pour un autre secteur du front, au sud de l'Alsace.

Me voici donc aspirant, avec la responsabilité d'une section, c'est-à-dire d'une cinquantaine d'hommes encadrés par deux sergents. J'ai le même rôle qu'un sous-lieutenant, mais je ne suis pas encore admis parmi les officiers et ma solde est beaucoup moins élevée. J'ai pourtant certains de leurs avantages : plus de fusil, mais seulement un revolver, plus de sac, mais une cantine pour mes vêtements et mon linge de rechange. Quand nous sommes un peu à l'arrière, on me trouve généralement une chambre et je puis dormir dans un lit. Je n'ai pas droit à une ordonnance, mais il est admis qu'un soldat est à mon service.

Je suis affecté au 2e bataillon dont le chef, le commandant Froment, est assez âgé, car il est sorti du rang par l'école de St Maixent. Il n'aime pas les jeunes chefs, et sans le dire expressément, il tient pour scandaleux qu'on confie le commandement d'une section à un jeune aspirant de vingt ans. Cela explique-t-il le fait qu'il ne me témoigne jamais la moindre bienveillance ?

Les mutineries

J'appartiens d'abord à la 6e compagnie, puis beaucoup plus longtemps à la 7e. La 6e a pour chef le capitaine de réserve Docquois, un instituteur du Nord, très autoritaire, qui me traite durement, comme il traite tout le monde, mais pour qui j'éprouve de l'estime et de l'admiration, car il est d'une bravoure exceptionnelle et se tient toujours au premier rang en cas de danger. Le capitaine Gendrie commande la 7e. C'est un ancien adjudant, originaire de Tulle, à qui la guerre a permis de devenir officier. Il souffre de n'avoir qu'une instruction rudimentaire et il n'aime pas les gens qui ont eu la chance de faire des études. Il est correct avec moi, mais je n'ai pas à compter sur sa sympathie.

C'est avec quelques sous-officiers de réserve que je me lie d'amitié. Par exemple, un sergent dont j'ai oublié le nom, cultivateur de la Creuse, intelligent, débrouillard, généreux, bon vivant. Un autre sergent, Fauré, de Montauban, étudiant en lettres, pensif, réservé, avec un fond de gentillesse très sûr. Un caporal, Fournier, Courset, sensiblement plus âgé, directeur d'une petite usine de textiles à Lavelanet (Ariège), cultivé, aimant la discussion soutenue sur des sujets sérieux, un caractère très droit et très attachant. Il y en a bien d'autres.

Nous sommes une vingtaine à la compagnie, et quand nous sommes tous réunis pour les repas à la popote, organisée quand on est assez loin de la ligne de feu, nous passons ensemble d'agréables moments, nous sommes heureux de la cordialité qui règne entre nous, et nous oublions presque la guerre.

Les dernières semaines de l'hiver, en Alsace, dans les tranchées du bois de Carspach, en face d'Altkirch, me paraissent très pénibles. C'est d'abord le gel et la neige : nous souffrons durement d'un froid intense, malgré les cache-nez et les passe-montagne que nous avons achetés ou reçus dans des colis. C'est ensuite une boue à la fois liquide et épaisse qui envahit tout : on y patauge sans relâche, on s'y enlise, nos jambes restant continuellement enveloppées d'une carapace gluante.

Au moment où la température se fait plus douce et où nous avons pu bénéficier de quelques journées de soleil, nous sommes une fois de plus embarqués par voie ferrée, puis par camions, et nous arrivons en Champagne. C'est au début de mai 1917, sur le terrain de la sanglante bataille du 16 avril qui n'a donné qu'une très faible avance française, et qui a entraîné une grave démoralisation des combattants. Lassitude, découragement, indignation après une attaque qui a fait tuer tant d'hommes pour gagner si peu de terrain.

Débarqués au nord de Mourmelon, nous devons partir presque aussitôt pour la ligne de feu. Une rumeur se propage, venue on ne sait d'où : c'est un secteur des monts de Champagne particulièrement dangereux, et tel que nos officiers n'ont même pas pu y effectuer de reconnaissance préalable. Elle se répand parmi les soldats avec une extrême rapidité, accompagnée d'un mot d'ordre de révolte : il faut, ce soir, refuser de monter en ligne. Nous voyons en effet des foules d'hommes en bleu horizon, sans armes, qui se rassemblent à l'orée d'un petit bois voisin, qui crient avec violence et qui lancent des fusées.

Heureusement, le colonel Beaulieu, qui commande le régiment, arrive à cheval. Nous connaissons tous sa haute taille, son regard sévère, son exigence ferme pour la discipline. Nous savons aussi qu'il donne toujours l'exemple de la conscience et du courage ; les hommes le voient souvent en première ligne et jusque dans les petits postes les plus exposés. Il rassemble d'abord officiers et sous-officiers, il nous prescrit de ne pas intervenir, et il part seul, au milieu de la foule houleuse qui continue sa mutinerie.

Nous sommes à une centaine de mètres de cette foule, nous voyons le colonel, sur son cheval, entouré par des centaines de soldats, et nous entendons, par bribes, quelques-unes des paroles qu'il prononce, à voix très haute et très claire, avec un accent à la fois vigoureux, familier, humain : « C'est votre colonel qui vous parle… nous nous connaissons… le régiment… la France… l'ennemi est là, sur notre terre… je sais votre fatigue… mais il le faut… ce soir, je compte sur vous ». Cela dure un quart d'heure environ. Le colonel revient, la foule paraît hésitante et se disperse peu à peu.

Ce même soir, un peu avant la tombée de la nuit, au lieu indiqué pour le rassemblement du départ, tous nos soldats sont présents. En prenant la direction du front, tout le régiment, section par section, défile au pas cadencé devant le colonel Beaulieu et lui présente les armes.

Après une marche harassante, nous arrivons dans une zone où la bataille continue, et nous nous installons pour défendre les positions qui viennent d'être conquises durant le Mont sans nom. On n'a pas encore eu le temps d'y creuser de véritables tranchées. Ce ne sont que des trous, souvent des trous d'obus mal reliés les uns aux autres, dans lesquels il faut demeurer accroupi, au moins pendant le jour, sous peine d'être abattu immédiatement par le tir des Allemands qui dominent la pente à laquelle nous avons mission de nous accrocher coûte que coûte. Nous sommes presque continuellement bombardés. L'explosion d'un obus, tombé non loin de moi, m'enterre à demi sans pourtant me blesser. Nous ne pouvons recevoir des vivres et des munitions que pendant la nuit, et quand les aliments et la boisson nous arrivent, ils sont toujours salis d'une boue blanchâtre, celle de la craie champenoise. Il nous faut sommeiller dans la terre et supporter la pluie quand elle pénètre nos vêtements. Certes on pense au danger permanent que rappelle le sifflement des balles et des obus, mais on est surtout sensible aux souffrances physiques de plus en plus dures. On se plaint, on proteste, on se lamente, on s'indigne… et pourtant on tient, jusqu'à la relève.

Quand nous revenons enfin à l'arrière, nous sommes tous affreusement hirsutes et sales. Notre fatigue est telle que tout le régiment est mis pour quelque temps en réserve au camp de Mourmelon.

Pendant que nous sommes ainsi en dehors du combat, occupés seulement par quelques exercices modérés, l'ordre arrive de constituer un « groupe franc » ou de « grenadiers d'élite ». Et comme personne n'y tient et que je suis le plus jeune chef de section, c'est moi qui en suis chargé. Il s'agit de former, et de diriger ensuite, des spécialistes de ce qu'on appelle des « coups de main », c'est-à-dire des incursions dans les lignes ennemies pour ramener des prisonniers. Pour cette mission évidemment périlleuse, on me donne des soldats qui sont presque tous de mauvais garçons, d'une extrême brutalité, et difficiles à discipliner. Des instructeurs spéciaux les entraînent au lancement des grenades et au maniement des tranchées, tout cela sous ma direction peu enthousiaste, mais résignée. Je pense, non sans anxiété, à la première nuit où j'aurai à conduire ces « grenadiers d'élite » pour sauter dans une tranchée ennemie, y engager un corps à corps, et ramener quelques Allemands dans nos lignes.

Heureusement il n'en sera rien. Alors que notre entraînement est à peu près terminé, un nouvel ordre arrive pour un changement de secteur. Nous quittons cette partie de la Champagne pour une autre : la région de Reims.

Rassemblés au village de Cinqueux, nous traversons ensuite la grande ville de Reims, très éprouvée par les bombardements et dont les maisons mutilées ont un aspect sinistre dans la nuit. Et c'est l'installation dans les tranchées entre Bétheny et les Cavaliers de Courcy. Le commandement craint que ses troupes s'habituent trop facilement à cette quiétude relative. Il trouve un moyen de nous tenir en alerte et de nous ramener à la vigilance. Chaque nuit, on nous envoie à tour de rôle en patrouille de reconnaissance dans le vaste no man's land qui nous sépare des Allemands.

Je pars ainsi, quand la nuit est assez obscure, avec un petit groupe de mes hommes, et après avoir franchi les réseaux de fil de fer barbelé, après avoir fait plusieurs chutes dans les trous d'obus, après s'être aplati au sol quand on reçoit des coups de fusil ou des rafales de mitrailleuses, surtout au moment où quelque fusée éclairante donne l'illusion du plein jour, après avoir passé une heure ou deux en observation en face des tranchées ennemies, nous rentrons avec une prudente lenteur, en espérant que nos sentinelles sauront nous reconnaître et n'ouvriront pas le feu sur nous.

Les semaines, les mois, les années passent et la guerre dure.

Je regarde les soldats que je commande, et que je connais bien, « les poilus », selon l'appellation dérisoire qu'on leur donne et qu'ils s'appliquent eux-mêmes. Civils transformés en guerriers, ils s'adaptent de leur mieux à une existence inhumaine où les maintient l'impérieuse contrainte de la collectivité : on est pris dans l'engrenage, et quand on y est, il faut bien y rester. Mais quand ils parlent librement entre eux, il se pose toujours en leur langage la même question : cette vie militaire douloureuse, épuisante, et absurde, ne va-t-elle donc pas prendre fin, pour que puisse reprendre la vie civile, avec la famille, avec son métier, et dans la paix ? Chacun cherche à se glisser à quelque place un peu éloignée de cette première ligne où le danger d'une attaque est immédiat, où on reçoit tous les coups, où on vit continuellement en tête à tête avec la mort. Certains désespèrent, et envient les camarades à qui arrive « la bonne blessure », celle qui ne mutile pas trop, tout en étant suffisante pour permettre

l'évacuation loin de la zone maudite où l'on souffre et où l'on meurt. Sans doute, il y a la camaraderie, il y a les lettres et les colis, il y a les permissions, tout cela est précieux, mais la lassitude et l'écœurement reviennent vite.

Je vis moi-même au jour le jour, l'esprit trop souvent vide de pensées hors du présent, sans trop réfléchir et sans trop remarquer la fuite de ma jeunesse en ces années noires.

Au début de l'année 1918, alors que les aspirants de mon ancienneté sont presque tous nommés sous-lieutenants, je demeure dans le même grade. Dans mon bataillon, ni le capitaine Gendrie, ni le commandant Froment ne me proposent pour l'avancement. Il est vrai que je n'ai accompli aucune action d'éclat, n'ayant jamais demandé de mission exceptionnellement dangereuse. Je pense que, s'il m'appartient certes de risquer ma vie pour faire avec conscience ce que je dois, je n'ai pas à m'exposer à la mort plus qu'il n'est nécessaire. Au surplus, ce serait manquer à la promesse que je fais sincèrement à ma famille toutes les fois que je vais en permission.

En février, au retour de l'une de ces permissions, j'arrive à Reims et je m'apprête à reprendre mon poste en première ligne. Je passe d'abord, comme il se doit, me faire porter rentrant au bureau de la compagnie, installé un peu en arrière. Le sergent-major m'accueille avec un énorme sourire, et me dit qu'il est arrivé quelque chose qui me vaut mieux que les étoiles de général (sic) ! Quelle n'est pas ma stupéfaction et ma joie, je dois l'avouer, d'apprendre que je suis désigné pour aller au dépôt du régiment, à Tulle, pour faire l'instruction de la classe 1919 !… Il fallait un aspirant : c'est moi que le colonel a choisi, peut-être parce que je suis le plus ancien dans ce grade.

Habitué à suivre mon destin sans pouvoir l'infléchir, je m'en vais ainsi, sans remords, bien loin de la zone des combats. Je fais d'abord un stage à Bellac où tous les instructeurs sont rassemblés pour recevoir une sorte de formation préalable. Nous sommes une cinquantaine de sous-officiers dans une vaste caserne. On nous enseigne surtout comment faire l'éducation physique des jeunes recrues, et on nous fait pratiquer nous-mêmes cette éducation de manière intensive. C'est fatigant, bien que les leçons soient intelligemment conduites, et très attrayantes, avec des chansons de marche pleines d'entrain. Le soir, nous nous promenons dans Bellac, une petite bourgade pittoresquement bâtie au-dessus de la vallée du Vincou, et où une seule rue est un peu fréquentée : la rue du Coq.

À Tulle, nous trouvons une petite ville plus importante et plus animée, surtout dans sa partie centrale, entre la cathédrale et le pont de la Barrière. Courte en longueur des deux côtés de l'étroite vallée de la Creuse, elle n'a guère qu'une rue principale. Comme on s'y sent loin de la guerre ! Pourtant la manufacture nationale d'armes travaille à plein, jour et nuit.

Les jeunes soldats de la classe 1919 sont répartis en plusieurs compagnies dans deux casernes : celle de la Botte où j'ai une chambre blanchie à la chaux qui me paraît très acceptable, et celle du Champ de Mars, au centre de la ville, où je prends mes repas au mess des sous-officiers. La compagnie est commandée par le lieutenant Majou, un ancien adjudant qui connaît bien tous les détails de l'instruction militaire. Il établit avec conscience le programme des exercices de la semaine, il veille à ce qu'il soit strictement suivi, mais sans trop de rigueur. C'est un brave homme qui regarde ses soldats avec bienveillance, et qui n'exige aucune activité de ses deux adjoints : le sous-lieutenant Poncelot et moi. Il ne nous demande que d'être présents. Le sous-lieutenant Poncelot, officier de réserve, est un marchand de bestiaux de La Villette et la vie militaire ne l'intéresse guère. Il est loquace, jovial, et plus cultivé que sa profession pourrait le faire croire. Nous bavardons pendant que les jeunes soldats évoluent, commandés par les sergents, et les heures passent sans ennui.

Le soir, je sors avec des camarades, dont l'aspirant Grandpey qui appartient à une autre compagnie. C'est un Creusois un peu lourd, qui paraît exubérant par sa facilité verbale, et qui est au fond très renfermé. Il ne me fait aucune confidence sur sa famille et sur sa situation civile. Je crois deviner que ses parents sont des agriculteurs aisés et qu'il a fait des études au lycée, sans aller jusqu'au baccalauréat. En dépit de nos sorties communes, aucune intimité ne se crée entre nous.

Je vois souvent un caporal infirmier, plus âgé que moi, dont la personnalité est singulière. C'est un israélite « rouquin », fort laid, mais très soigné, avec beaucoup de distinction dans le langage et les manières. Il a de

l'argent, s'offre en ville une chambre confortable, prend ses repas au restaurant. Ayant la considération et la confiance des médecins, il dirige, sans contrôle, les services de l'infirmerie. Comme on nous oblige à une seconde vaccination contre la typhoïde et que j'ai gardé un très mauvais souvenir de la première, il m'offre très volontiers de m'en dispenser, tout en faisant attester, sur mon livret militaire, avec tous les cachets et toutes les signatures nécessaires, que cette vaccination a été accomplie.

On me charge de quelques missions en dehors de Tulle, sans doute parce que mon absence ne perturbe en rien le service. Ainsi j'accompagne un détachement d'une centaine d'hommes qui se rend par le train au camp d'aviation de La Martinerie près de Châteauroux. Je vais faire un stage de trois semaines au génie à Angers. On nous enseigne comment installer des tranchées, fortifier des abris, poser des réseaux de fil de fer, et même construire des ponts provisoires. Un tel enseignement, donné par des officiers du génie très compétents, ne manque pas d'intérêt. Au surplus, j'apprécie beaucoup la belle ville d'Angers, pleine d'animation sur la place du Ralliement, et qui offre d'attrayantes promenades sur les bords de la Maine, ou aux environs des Ponts-de-Cé.

De retour à Tulle, je continue, sans avoir à prendre la moindre initiative, à suivre l'instruction des jeunes soldats. Une vie bien monotone et qui m'intéresse peu. Mais elle a l'exceptionnel privilège de la sécurité, alors que beaucoup de mes camarades du front, dont je reçois assez rarement des nouvelles, trouvent ou vont trouver la mort dans les sanglantes batailles de cet été 1918.

Au mois d'août, nous quittons la Creuse pour nous rapprocher des armées, et nous tenir prêts à partir en renfort. Transportés par chemin de fer dans la région de Montereau, nous venons, avec beaucoup d'autres, former un 9e bataillon, comme celui auquel j'avais été affecté au printemps de 1916. Ma compagnie nouvelle est cantonnée au village de Montmachoux, puis à celui du Grand-Fossard. Dans ces deux localités, je trouve facilement une chambre convenable. Au Grand-Fossard, je loge chez une vieille dame très aimable, pleine d'attentions à mon égard et pour qui j'éprouve une vive sympathie.

Nous continuons à faire des exercices de toutes sortes sur le terrain, toujours en vue du combat, puisque c'est le sort qui nous attend bientôt. J'y prends une part active à la tête de ma section en apprenant à conduire mes hommes à l'attaque, selon une vitesse précise, derrière un barrage roulant d'artillerie.

Pourtant nous sommes à peu près au courant des nouvelles de la guerre, et nous avons quelque espoir de la voir se terminer. En cette fin de l'été 1918, les offensives des armées françaises et alliées ont fait reculer sur certains points la défense allemande, qui paraît faiblir. Et ce recul se confirme largement en octobre.

Fin de guerre et occupation

En novembre, mon tour arrive de partir en permission et je suis à St Silvain quand éclate la nouvelle si longtemps attendue par tous, celle de l'armistice… Quelle chance j'ai de me trouver dans ma famille en ce moment d'allégresse générale ! Mes parents, ma sœur et moi éprouvons tous avec une intensité extrême le sentiment d'une délivrance : libérés de l'angoisse dont nous avons tant souffert, notre joie est immense. Une joie qui s'atténue lorsque nous rencontrons des voisins dont le fils a été tué, et qui pleurent…

Grâce à l'armistice, je demeure encore plusieurs mois à mon cantonnement du Grand Fossard. En janvier, je vais suivre pendant deux semaines un stage dit de « canon de 37 » au centre d'instruction de Villemanoche dans la même région. Je suis très volontiers les cours théoriques et pratiques qui nous sont donnés sur ce canon d'accompagnement de l'infanterie : il fait appel à des notions de mathématiques (ces mathématiques que j'ai tant aimées, et que j'ai dû abandonner depuis si longtemps !). Et cela m'incite à regretter de n'avoir pas été incorporé dans l'artillerie.

En mars, alors que je ne m'y attendais nullement, et même que je n'y pensais plus, je suis informé de ma promotion au grade de sous-lieutenant. Me voici donc officier, et si mes fonctions restent les mêmes, ma situation matérielle change sensiblement. On m'affecte aussitôt une chambre dans un magnifique château moderne dont le propriétaire est lui-même un ancien officier. Il me faut quitter la vieille dame chez qui je loge depuis plusieurs mois et qui m'est très attachée : elle en est peinée et j'en éprouve aussi des regrets.

Dès les premiers jours de mon installation au château, dans une belle chambre, malheureusement glaciale,

desservie par un large escalier de marbre et donnant sur un parc immense, je suis invité à déjeuner par mon propriétaire. Repas excellent, dans une vaste salle à manger, avec un service fastueux : un laquais derrière moi. Quelle que soit l'amabilité de celui qui m'invite, ce cérémonial me gêne un peu, et il est probable qu'on s'en aperçoit.

J'ai changé de compagnie, comme il est de règle quand on a un nouveau grade. Celle à laquelle j'ai été affecté est commandée par le lieutenant Bilgué, petit, corpulent, un excellent homme, commerçant dans le civil, qui pense déjà à sa démobilisation. Il a, clandestinement, fait venir auprès de lui son épouse, une dame très élégante et très maquillée qui n'est peut-être pas d'une fidélité conjugale à toute épreuve.

C'est en compagnie de M. et Mme Bilgué, et de deux autres officiers, que je prends désormais mes repas à une popote confortable qui nous offre des menus très soignés, grâce à deux soldats qu'elle utilise : un excellent cuisinier et un serveur stylé.

Je suis évidemment sensible à cette promotion sociale, et comme je crois la guerre finie, j'en arrive presque à penser que la vie militaire a du bon. Le lieutenant Bilgué est d'ailleurs très aimable pour moi : il dispose d'un cheval, et comme il n'a aucune envie de s'en servir, il me le prête souvent, et j'en suis ravi. C'est heureusement un animal assez tranquille. Malgré mon inexpérience, j'arrive, en suivant les conseils qui me sont abondamment fournis, à faire d'agréables chevauchées.

En avril, nouvelle mutation : je passe au 165e régiment d'infanterie, que je dois rejoindre en Allemagne dans la zone d'occupation. J'ai comme première destination Aix-la-Chapelle. Cette grande ville, avec ses superbes palais, ses riches immeubles, m'inspire la plus vive admiration. Mais peut-être ai-je vu seulement les beaux quartiers et la station thermale. Le restaurant des officiers, où je prends le repas de midi, est luxueusement installé au Kurhaus ; je demeurerais volontiers parmi les nombreux militaires français qui paraissent très heureux et très fiers de se promener dans des allées magnifiques, mais je dois continuer mon voyage jusqu'à Otsenrath, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Cologne, où est cantonné le bataillon du régiment auquel j'appartiendrai désormais.

Otsenrath n'est guère qu'un gros village, mais un village beaucoup plus coquet, et même plus cossu que les villages français. Je loge dans la maison du pasteur. Ma chambre est assez austère, avec une Bible sur la table de nuit, et, sur les étoffes qui tapissent les murs, des inscriptions pieuses, d'un aplomb inimitable, « le capitaine Besançon, un des meilleurs cavaliers de la vieille France… le lieutenant Silva, un des grands artistes lyriques de l'époque… etc. » et quand arrive mon tour, il déclare avec un sérieux qui me laisse pantois : « le sous-lieutenant de Jugnat, vieille noblesse bretonne ! »

Comme il faut bien occuper le temps, nous conduisons nos soldats à l'exercice tous les matins, mais nous ne faisons que des marches très modérées et sans fatigue. L'après-midi, nous allons nous promener dans les villes des environs, ou nous jouons sur la place du village à un jeu très pacifique : le croquet. Nous, officiers, sommes des seigneurs aux yeux de la population allemande. Les fonctionnaires locaux sont à nos ordres et ils ne s'étonnent nullement quand nous prenons tout ce qu'il y a de mieux pour nous y installer. Lorsque nous voyageons par le train ou en tramway, c'est toujours sans bourse délier, et les employés nous saluent très respectueusement avec leur raideur habituelle.

Nos relations avec les habitants sont correctes et faciles. Nous n'exerçons sur eux aucun sévice. Bien plus, les instructions du général commandant en chef la zone d'occupation sont formelles : traiter la population avec bienveillance et s'efforcer de lui inspirer une solide sympathie pour la France. Dans l'esprit du général, l'objectif, c'est de détacher la Rhénanie de l'Allemagne et de l'amener à proclamer son indépendance. Mais nous n'y croyons guère, et bientôt nous n'aurons plus aucune illusion. Même quand ils nous paraissent dociles, aimables et bien disposés à notre égard, les habitants de la Rhénanie souhaitent que nous quittions leur pays au plus vite, et qu'ils puissent rester fidèles à la patrie allemande.

En juin, nous avons l'ordre de nous tenir prêts à franchir le Rhin. C'est que les pourparlers de paix se terminent, et il est entendu que si les Allemands n'acceptent pas de signer le traité, nous étendrons notre occupation bien au-delà de la Rhénanie. Pendant plusieurs jours, nous sommes ainsi en état d'alerte, et bientôt nous quittons

Otsenrath pour un autre gros village, tout au bord du Rhin : Grimlingshausen. Mais nous apprenons fin juin que le traité de paix a été signé à Versailles, et nous fêtons cette nouvelle avec enthousiasme.

À Grimlingshausen, la popote est installée dans une très belle demeure entourée d'un joli jardin. Comme je suis le plus jeune, je suis désigné comme « chef de popote », c'est-à-dire celui qui approuve le menu, paie les dépenses, fait la répartition chaque semaine entre les convives. Le problème du menu ne me donne aucun souci, car nous avons deux soldats, cuisiniers de profession, qui sont parfaitement qualifiés. La répartition des dépenses est, au contraire, une corvée peu agréable, certains officiers voulant payer le moins possible, de manière à faire des bénéfices sur leurs indemnités de nourriture.

Je vais tous les matins à la popote m'entendre avec les cuisiniers et leur remettre les fonds nécessaires aux achats. Je ne vois pas les propriétaires de la maison, qui en habitent toujours une partie, mais qui n'apparaissent jamais. Je vois souvent leur fille, Vera, blonde et potelée, qui vient faire du piano, avec une de ses amies, près de la salle à manger, quand les officiers français sont absents. Douce, aimable, réservée, elle parle le français à peu près comme je parle l'allemand, au niveau élémentaire. Mais cela suffit pour que nous entretenions bientôt des conversations très animées où nous corrigeons mutuellement nos fautes de langage. Un jour, elle me rapporte de la ville voisine une sorte de petit cadeau ; je lui exprime à ce propos une remarque, probablement maladroite, qui paraît la blesser vivement et lui causer une grande peine. Je suis navré de n'avoir pas compris qu'elle prend tout au sérieux, qu'elle est affectée par toute plaisanterie, même anodine. Des détails de l'incident, qui n'eut d'ailleurs aucune suite le lendemain, je n'ai conservé aucun souvenir, mais je n'ai pas oublié la souffrance dont j'ai été l'auteur, et les remords que j'en ai éprouvés.

Des loisirs nombreux, des voyages faciles, nous en profitons largement. Nous faisons souvent des promenades à pied au bord du Rhin, continuant nos conversations de popote entre officiers, probablement sans songer à tous les thèmes de méditation historique, géographique et littéraire qu'offre le grand fleuve. En Westphalie où l'activité industrielle et la densité de la population sont énormes, je visite des villes comparables à Bordeaux ou à Lille : Krefeld et München-Gladbach. Je vais une fois à Cologne où j'admire la cathédrale et le pont sur le Rhin. Je vais plus souvent à la ville voisine, Neuss, où je fais divers achats, dont un excellent appareil photographique à très bon marché. J'y assiste même à une belle représentation de la pièce d'Henry Bernstein, *Le Voleur*, offerte par le théâtre aux armées.

Au début de juillet, une excursion est organisée pour tout le bataillon. Nous allons par le train jusqu'à Mayence, et nous descendons ensuite le Rhin, sur un très gros bateau, par Bingen et la Lorelei, jusqu'à Coblence. Il fait un beau temps ensoleillé. Nous contemplons, éblouis, pendant plusieurs heures qui finissent par nous paraître un peu longues, les versants du grand fleuve avec leurs bourgs et leurs vignobles. À Coblence, nous défilons fièrement dans la ville, derrière les clairons et les tambours, avant de regagner Gremlinshausen par le train.

Le commandant Furiouz n'ignore pas que je suis instituteur et que je parle un peu la langue allemande. Comme il a reçu l'ordre d'organiser des cours de français pour les enfants de la localité, il s'empresse de m'en charger. Un après-midi, on fait donc rassembler plusieurs centaines d'enfants dans une immense salle des fêtes, où je suis invité à leur donner la première leçon de français. Comment faire devant une telle affluence ? Ces enfants me regardent curieusement, chuchotent, se donnent des coups de coude. Je profite du premier moment de calme pour expliquer, en allemand, que nous allons apprendre quelques mots en français et d'abord comment on salue en disant : « Bonjour, monsieur ». Aussitôt que je demande de répéter, des centaines de cris se déchaînent : « Ponchour, mossieu », ponctués d'éclats de rire, et l'ensemble donne la plus assourdissante des cacophonies. Grâce au concours des instituteurs et institutrices qui encadrent leurs élèves et arrivent à maintenir l'ordre, je continue, et j'arrive à tenir pendant trente minutes, mais pas plus. Dans la soirée, je vais en rendre compte au commandant et je lui explique que, si on veut faire du travail sérieux, il faut organiser des groupes de vingt-cinq élèves, donc recruter une vingtaine d'enseignants pour les cinq cents enfants. Le recrutement s'avère évidemment impossible et on en reste là : le premier cours aura été aussi le dernier.

La paix étant signée, on commence, parmi les officiers de réserve, à parler de la démobilisation. Certains d'entre eux, se disant sans doute que la guerre est terminée et que la vie en Allemagne est très confortable, ont même

fait venir leurs épouses auprès d'eux. Les autorités militaires paraissent fermer les yeux devant de telles initiatives, mais elles ne les approuvent pas, et ces épouses ne sont pas admises à la popote.

Tout en souhaitant que notre libération soit prochaine, nous serions volontiers demeurés en Allemagne pour l'attendre. Mais, au début d'avril, le régiment est embarqué à la gare de Neuss am Rhein pour une destination inconnue. Les hommes dans des wagons de marchandises, les officiers (et pour certains leurs épouses) dans de très anciens wagons de voyageurs, sans couloirs, à petite vitesse et par une température étouffante, le voyage est pénible. Nous traversons la Belgique, nous passons par Dunkerque et nous débarquons à Hazebrouck.

À peine installés dans la chambre qu'on m'a désignée, j'apprends que je n'y logerai pas, car je reçois l'ordre de partir immédiatement prendre le commandement d'une compagnie de prisonniers allemands, la 415e compagnie de P.G.R.L. (prisonniers de guerre dans les régions libérées), installée à Hétéren, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Lille.

Hétéren est un village totalement écrasé, dont il ne reste même pas un pan de mur. Parmi les monceaux de pierres et de gravats, les débris de portes et fenêtres, et de meubles, quelques rares habitants sont revenus et ont installé, près de ce qui fut leurs maisons, des cabanes qui les abritent à peine de la pluie. J'en ressens une impression très affligeante, après les riches demeures des bords du Rhin que nous venons de quitter.

La 415e compagnie de P.G.R.L. compte près de cinq cents soldats allemands, installés sous de vastes tentes, avec des châlits et des paillasses. L'ordre et la discipline sont très efficacement assurés par leurs sous-officiers, les feldwebels : appel fait dans un silence total, sacs et vêtements rangés avec soin, mouvements collectifs au pas et dans un alignement impeccable. Il me suffit d'une vingtaine de soldats français pour en assurer la garde. J'ai reçu comme consigne d'être plus vigilant que mon prédécesseur, car on vient de constater plusieurs évasions. J'organise donc avec soin le service des sentinelles, et je fais parfois des contrôles pendant la nuit.

Dans ce camp, je suis le seul maître, comme le capitaine à bord de son navire. Je puis prendre de très graves décisions si besoin est, et notamment punir de prison et même de cellule tout prisonnier qui se trouverait en faute. Quand j'arrive devant le camp, les sentinelles présentent les armes. Quand j'entre dans une tente (que nous appelons une baraque), un feldwebel crie à tue-tête : « Achtung ! », et des centaines de soldats allemands s'immobilisent au garde-à-vous.

Je dispose d'une baraque en bois qui comprend trois pièces sommairement meublées : une cuisine, une chambre et un bureau. Trois prisonniers sont à mon service : l'un s'occupe de ma cuisine, un autre de ma chambre et de ma table, un troisième de mon cheval. Étant l'unique officier, je suis obligé de prendre mes repas toujours seul. Comme il en est de même pour d'autres officiers chargés, eux aussi, de la garde de camps de prisonniers dans la région, il nous arrive parfois, pour rompre cette solitude, de nous inviter mutuellement, quand le service nous le permet.

Chaque matin, de bonne heure, l'ordonnance me conduit mon cheval et me tient l'étrier. Je pars dans la campagne voir les prisonniers employés par groupes à des travaux de déblaiement et de terrassement. Dans la fraîcheur de ces matins d'été, on éprouve, à faire du cheval à travers champs, un bien-être et un plaisir difficilement imaginables pour celui qui ne les a pas goûtés. On fait corps avec une monture solide et obéissante, on se sent plus grand et plus fort, on a l'impression de dominer la nature et d'en jouir infiniment mieux. C'est une sorte de ravissement qui se renouvelle chaque jour.

Je m'intéresse aux ateliers de bois et de fer qui fonctionnent dans le camp avec des ouvriers allemands qui, avec des moyens très réduits, arrivent à de beaux résultats grâce à leur habileté, et surtout à leur application méthodique.

Je m'occupe aussi de la coopérative où les prisonniers achètent des marchandises très diverses, des utiles comme du tabac, du savon, comme des jeux de cartes, avec la très modique allocation qui leur est versée conformément aux conventions internationales. Je vais parfois à Hazebrouck avec la voiture à cheval de la compagnie pour acheter ces marchandises chez des grossistes, et je constate que la coopérative, en vendant au même prix que les commerçants de détail, réalise d'importants bénéfices.

Un sous-officier français, aidé de plusieurs secrétaires allemands — car la main-d'œuvre est surabondante en toutes activités — dirige le bureau et tient la caisse. Je vais y donner des signatures une ou deux fois par jour.

Quand je m'absente, c'est au plus pour une demi-journée. Cela me permet néanmoins d'aller jusqu'à la ville la plus voisine, Bailleul, qui est presque aussi écrasée que Hétéren, et même une fois jusqu'à Lille, qui me paraît une ville très grande et très triste.

Dans ce commandement assez exceptionnel pour un simple sous-lieutenant, j'ai nettement conscience de la responsabilité considérable que j'assume, mais je me plais dans cette situation de réelle indépendance, où toutes les décisions m'appartiennent, alors qu'auparavant ma condition militaire a surtout consisté à obéir.

Retour

Mais la démobilisation de ma classe approche, et je m'y prépare dans la deuxième quinzaine de septembre. Aussitôt que j'en suis avisé, et que j'ai transmis les consignes à mon successeur, je prends le train pour Paris, puis pour Lavaufranche et j'arrive à St-Silvain où je suis accueilli dans une immense joie familiale. Dès le lendemain, le 26 septembre, je passe la journée à Guéret pour les formalités de démobilisation à la caserne des Augustins. On me demande, comme à tous les démobilisés, si je désire un complet veston civil, ou la somme correspondante, cent ou cent vingt francs peut-être. J'opte pour la somme. Je vais à l'Inspection académique confirmer que je pourrai enseigner comme instituteur dans le courant d'octobre après les quelques semaines de repos auxquelles j'ai droit. Et je rentre le soir même à St-Silvain.

Me voici donc enfin libéré, après avoir accompli quatre années et demie de services militaires. J'ai connu des périodes relativement heureuses, mais surtout d'autres qui n'ont pas manqué de souffrances physiques et morales, et même de dangers mortels. Toutes m'ont entraîné une servitude parfois acceptable, mais parfois aussi très rigoureuse, profondément humiliante, et qui m'a durement affecté.

Je dois à la vérité de dire que la vie militaire n'est pas sans apporter quelque satisfaction, et notamment, aussi paradoxal que cela puisse paraître, une sorte de tranquillité morale. On y est inséré dans un ensemble cohérent, puissant, ordonné, qui s'occupe de tout et applique ses règles à tout. On n'a qu'à obéir à ces règles… et on sent de manière tout à fait nette qu'il n'est pas possible de faire autrement. On ne dirige plus en aucune manière on propose destin, et on n'a même plus l'illusion de l'infléchir quelque peu. On acquiert ainsi un état d'âme vide de souci pour le présent, et où domine une sorte de fatalisme résigné. Cela ne va pas sans quelque agrément.

Il faut placer plus haut l'extraordinaire et riche expérience qu'apportent les contacts avec des hommes de toutes sortes, très différents par leurs pays d'origine, leurs attaches familiales, leurs conditions sociales, leurs degrés de culture, leurs caractères. Presque toujours, dans la vie civile, les relations sont restreintes à un certain milieu, celui de la famille, celui de la profession, et pour le reste elles demeurent souvent superficielles. La camaraderie militaire, elle, qui vient de la permanence de la vie en commun, à la fois matérielle et morale, a beaucoup plus de diversité et de profondeur.

Je ne conserve donc pas seulement de mauvais souvenirs des années 1915 à 1919. Au reste, n'ai-je pas eu, après tout, ce qu'on appelle de la chance ? Durant cette longue guerre, je n'ai appartenu à des unités combattantes que pendant quatorze mois, et je n'ai pas participé à une véritable bataille pour attaquer l'ennemi ou pour le repousser. Étant au front, dans l'arme la plus malheureuse et la plus exposée, je n'ai jamais été malade, ni blessé, et j'ai été à deux reprises retiré de la zone des combats pour aller, la première fois à St-Cyr, la seconde fois à Tulle. Pourtant je suis toujours demeuré à la place qu'on m'a assignée, j'ai rempli toutes les missions dont on m'a chargé, j'ai fait avec conscience tout ce qu'on m'a demandé de faire. J'ai servi loyalement.

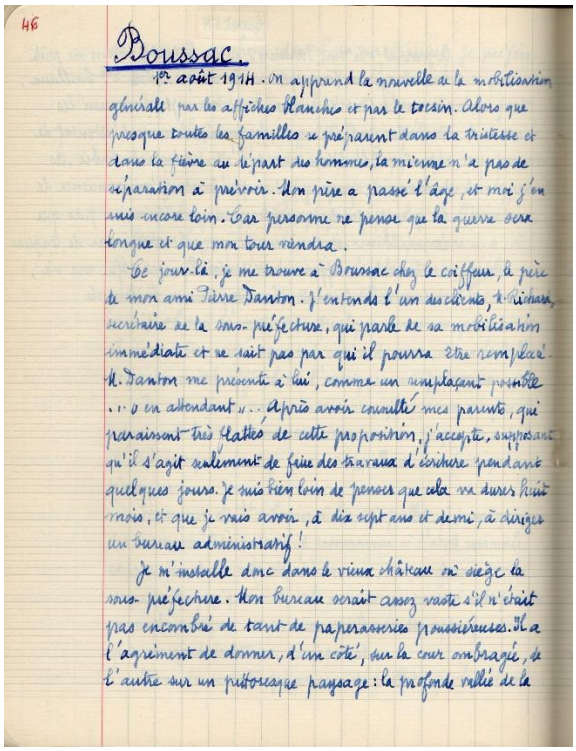
Mais, hélas ! pendant cinq années j'ai cessé toute activité intellectuelle et j'en ai même perdu le goût. Dans ma dix-huitième année, j'éprouvais le désir le plus ardent et le plus enthousiaste de développer ma culture, je commençais à y voir clair et à situer les éléments, et à un point de vue moins désintéressé, je me sentais la ferme volonté d'acquérir solidement les armes nécessaires au succès dans les examens supérieurs. La rupture a été totale !

Et maintenant je vais avoir vingt-trois ans…

Ma génération a été sacrifiée, surtout par le nombre de ses morts. Que de jeunes morts, entre vingt et trente ans ! Mais pour ceux qui ont survécu, cette génération a subi dans sa formation intellectuelle un dommage irréparable. Quand j'y réfléchis, je sens bien que je ne m'en relèverai jamais.

Je ne m'attarde pas trop à ces méditations moroses. **Délivré de la lourde chaîne que j'ai traînée en vivant, pour ne plus jamais y revenir, cinq années de ma jeunesse, je veux vivre – enfin – dans la paix et dans la liberté.**

Les mémoires manuscrits de Jean Gustave Jugnat (1914–1919)
(4 des 53 pages que compte le document sont présentées ci-dessous)



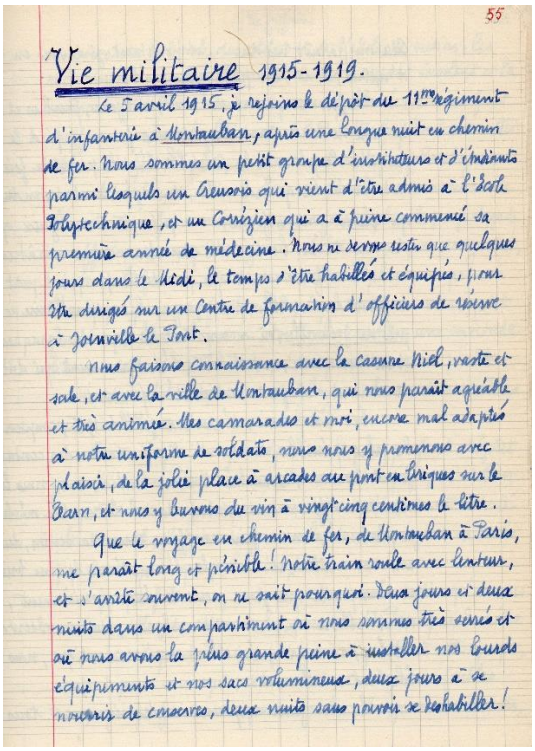
46

Boussac.

1er août 1914. On apprend la nouvelle de la mobilisation générale par les affiches blanches et par le tocsin. Alors que presque toutes les familles se préparent dans la tristesse et dans la fièvre au départ des hommes, la mienne n'a pas de séparation à prévoir. Mon père a passé l'âge, et moi j'en suis encore loin. Car personne ne pense que la guerre sera longue et que mon tour viendra.

Ce jour-là, je me trouve à Boussac chez le coiffeur, le père de mon ami Pierre Danton. J'entends l'un des clients, le Greffier, secrétaire de la sous-préfecture, qui parle de sa mobilisation immédiate et ne sait pas par qui il pourra être remplacé. M. Danton me présente à lui, comme un remplaçant possible "... en attendant"... Après avoir consulté mes parents, qui paraissent très flattés de cette proposition, j'accepte, supposant qu'il s'agit seulement de faire des travaux d'écriture pendant quelques jours. Je suis bien loin de penser que cela me durera huit mois, et que je vais avoir, à dix-sept ans et demi, à diriger un bureau administratif!

Je m'installe donc dans le vieux château où siège la sous-préfecture. Mon bureau serait assez vaste s'il n'était pas encombré de tant de paperasseries poussiéreuses. Il a l'agrément de donner, d'un côté, sur la cour ombragée, de l'autre sur un pittoresque paysage: la profonde vallée de la



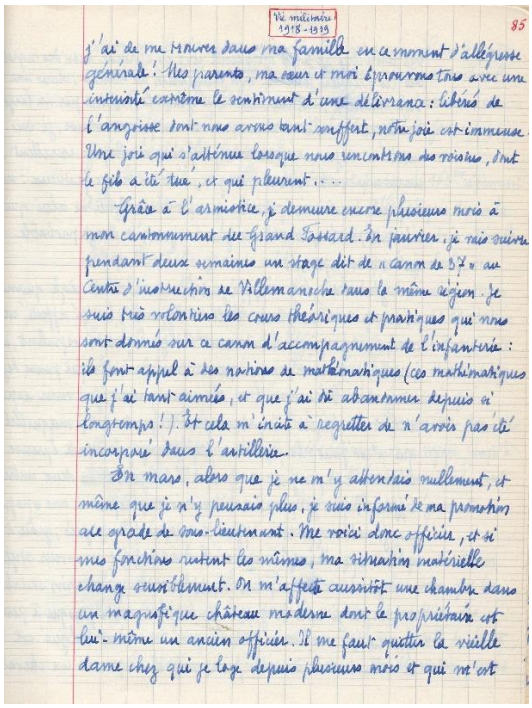
55

Vie militaire 1915-1919.

Le 5 avril 1915, je rejoins le dépôt du 11e régiment d'infanterie à Montauban, après une longue nuit en chemin de fer. Nous sommes un petit groupe d'instituteurs et d'étudiants parmi lesquels un Creusois qui vient d'être admis à l'école Polytechnique, et un Corrézien qui a à peine commencé sa première année de médecine. Nous ne devons rester que quelques jours dans le Midi, le temps d'être habillés et équipés, pour être dirigés sur un Centre de formation d'officiers de réserve à Joinville le Pont.

Nous faisons connaissance avec la caserne Niel, vaste et sale, et avec la ville de Montauban, qui nous paraît agréable et très animée. Mes camarades et moi, encore mal adaptés à notre uniforme de soldats, nous nous y promenons avec plaisir, de la jolie place à arcades aux ponts en briques sur le Tarn, et nous y buvons du vin à vingt-cinq centimes le litre.

Que le voyage en chemin de fer, de Montauban à Paris, me paraît long et pénible! Notre train roule avec lenteur, et s'arrête souvent, on ne sait pourquoi. Deux jours et deux nuits dans un compartiment où nous sommes très serrés et où nous avons la plus grande peine à installer nos lourds équipements et nos sacs volumineux, deux jours à se nourrir de croûtes, deux nuits sans pouvoir se réhabiller!



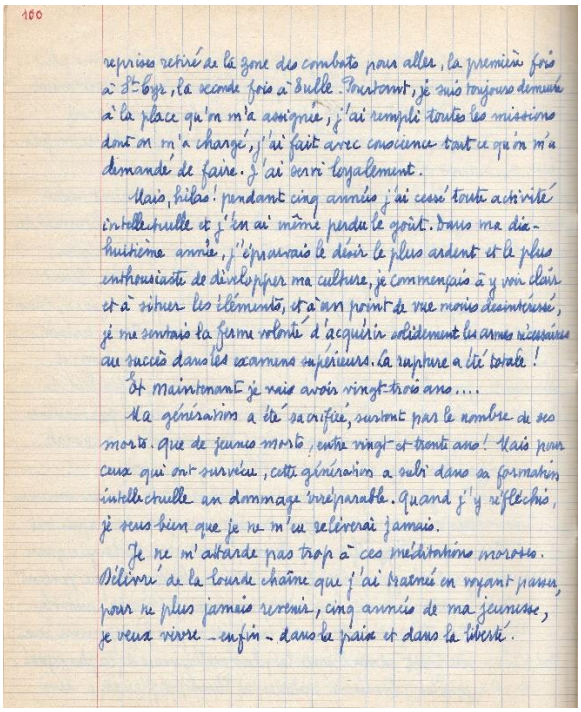
Vie militaire 1915-1919

85

j'ai de me trouver dans ma famille en ce moment d'allégresse générale! Mes parents, ma sœur et moi éprouvons tous avec une intensité extrême le sentiment d'une délivrance: libérés de l'angoisse dont nous avons tant souffert, notre joie est immense. Une joie qui s'atténue lorsque nous rencontrons des voisins, dont le fils a été tué, et qui pleurent...

Grâce à l'armistice, je demeure encore plusieurs mois à mon cantonnement de Grand Bassard. En janvier, je vais suivre pendant deux semaines un stage dit de "canon de 37" au Centre d'instruction de Villemanoche dans la même région. Je suis très volontiers les cours théoriques et pratiques qui nous sont donnés sur ce canon d'accompagnement de l'infanterie: ils font appel à des notions de mathématiques (ces mathématiques que j'ai tant aimées, et que j'ai dû abandonner depuis si longtemps!). Et cela m'incite à regretter de n'avoir pas été incorporé dans l'artillerie.

En mars, alors que je ne m'y attendais nullement, et même que je n'y pensais plus, je suis informé de ma promotion au grade de sous-lieutenant. Me voici donc officier, et si mes fonctions restent les mêmes, ma situation matérielle change sensiblement. On m'affecte aussitôt une chambre dans un magnifique château moderne dont le propriétaire est lui-même un ancien officier. Il me faut quitter la vieille dame chez qui je loge depuis plusieurs mois et qui m'est



100

reprises retiré de la zone des combats pour aller, la première fois à St-Loup, la seconde fois à Bulle. Pourtant, je suis toujours demeuré à la place qu'on m'a assignée, j'ai rempli toutes les missions dont on m'a chargé, j'ai fait avec conscience tout ce qu'on m'a demandé de faire. J'ai servi loyalement.

Mais, hélas! pendant cinq années j'ai cessé toute activité intellectuelle et j'en ai même perdu le goût. Dans ma dix-huitième année, j'éprouvais le désir le plus ardent et le plus enthousiaste de développer ma culture, je commençais à y voir clair et à situer les éléments, et à mon point de vue moins désintéressé, je me sentais la ferme volonté d'acquérir solidement les armes nécessaires aux succès dans les examens supérieurs. La rupture a été totale!

Et maintenant je vais avoir vingt-trois ans....

La génération a été sacrifiée, surtout par le nombre de ses morts: que de jeunes morts, entre vingt et trente ans! Mais pour ceux qui ont survécu, cette génération a subi dans sa formation intellectuelle un dommage irréparable. Quand j'y réfléchis, je sens bien que je ne m'en relèverai jamais.

Je ne m'attarde pas trop à ces méditations moroses. Délivré de la lourde chaîne que j'ai traînée en voyant passer, pour ne plus jamais revenir, cinq années de ma jeunesse, je veux vivre – enfin – dans la paix et dans la liberté.